

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MONABANQ

Société anonyme à Conseil d'administration
au Capital de 34 000 000 €
Siège social : Parc de la Haute Borne - 61, Avenue Halley
59650 Villeneuve d'Ascq
341 792 448 RCS Lille Métropole

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 22 mai 2025

I.— Bilan
(En milliers d'Euros)

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	1	0
Créances sur les établissements de crédit	441 554	464 144
- A vue	61 718	92 840
- A terme	379 836	371 304
Opérations avec la clientèle	638 487	592 148
- Autres concours à la clientèle	119 314	114 209
- Crédits à la clientèle financière	511 000	471 000
- Comptes ordinaires débiteurs	8 173	6 938
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	1 648	1 648
Immobilisations incorporelles	87	87
Immobilisations corporelles	193	53
Autres actifs	11 815	13 015
Comptes de régularisation	7 274	1 694
Total de l'actif	1 101 059	1 072 788
Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	25 672	64 528
- A vue	672	4 528
- A terme	25 000	60 000
Opérations avec la clientèle	1 009 995	941 643
- Comptes d'épargne à régime spécial	497 265	464 177
- A vue	495 081	463 180
- A terme	2 185	998
- Autres dettes	512 730	477 466
- A vue	512 730	477 466
- A terme		
Autres passifs	6 469	5 700
Comptes de régularisation	19 365	21 935
Provisions	3 707	3 307
Dettes subordonnées	0	0
Capitaux propres hors FRBG	35 851	35 675
<i>Capital souscrit</i>	<i>34 000</i>	<i>34 000</i>
<i>Primes d'émission</i>	<i>2 775</i>	<i>2 775</i>
<i>Réserves</i>	<i>25 700</i>	<i>16 700</i>
<i>Provisions réglementées</i>		
<i>Report à nouveau</i>	<i>-2 799</i>	<i>-1 403</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>-23 825</i>	<i>-16 397</i>
Total du passif	1 101 059	1 072 788
Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		
<u>Engagements de financement</u>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		0
Engagements en faveur de la clientèle	44 350	42 103
<u>Engagements de garantie</u>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	230	230
Engagements en faveur de la clientèle	1 110	1 110
Engagements reçus		
<u>Engagements de financement</u>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
<u>Engagements de garantie</u>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	115	115

Engagements reçus de la clientèle	52 317	49 241
-----------------------------------	--------	--------

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	38 812	30 619
- Sur opérations avec les établissements de crédit	29 183	22 509
- Sur opérations avec la clientèle	8 917	7 400
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	713	710
- Autres intérêts et produits assimilés		
Intérêts et charges assimilés	-20 987	-16 288
- Sur opérations avec les établissements de crédit		
- Sur opérations avec la clientèle	-20 987	-16 288
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
- Autres intérêts et charges assimilés		
Commissions (produits)	26 438	23 524
Commissions (charges)	-10 408	-8 597
Gains nets sur opérations des portefeuilles de négociation		0
Gains nets sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0
Autres produits d'exploitation bancaire	77	87
Autres charges d'exploitation bancaire	-543	-528
Produit net bancaire	33 390	28 817
Charges générales d'exploitation	-51 707	-41 457
Frais de personnel	-19 276	-16 070
Autres frais administratifs	-32 431	-25 387
Autres charges d'exploitation non bancaire		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-24	-8
Résultat brut d'exploitation	-18 341	-12 648
Coût du risque	-5 600	-3 747
Résultat d'exploitation	-23 941	-16 395
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	-23 941	-16 395
Résultat exceptionnel Impôt sur les bénéfices		
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	116	-2
Résultat net	-23 825	-16 397

III - Affectation du résultat

Texte des résolutions
A l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire
Du 22 mai 2025

Deuxième résolution

Le Conseil d'administration décide de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires d'imputer la perte de l'exercice, soit un montant de - 23 824 879,19€, en totalité sur la réserve spécialement constituée à cet effet par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 13 novembre 2024.

IV - Annexes 2024**I - Faits marquants de l'exercice**

L'année 2024 nous permet de continuer à recruter toujours davantage de clients d'une année sur l'autre (+ 2,5% d'ouvertures de comptes courants en conquête)

Cette conquête s'est à nouveau fortement centrée sur notre cœur business et notamment sur nos packages premium (43% des ouvertures de comptes courants vs 36% en 2023).

Nos nouvelles offres d'épargne ont continué sur leur bonne lancée de 2023. Les objectifs annuels de collecte sur le produit Rentabilis ont été atteints dès le mois de juin 2024. Le CAT réalise également des résultats supérieurs à nos attentes. Nous avons continué à équiper nos clients en livrets d'épargne réglementée et non réglementée.

Sur le crédit à la consommation, les ouvertures sont en progression de 16% sur le crédit amortissable, en raison d'un contexte de taux qui s'améliore et nous permet de proposer à nouveau des offres promotionnelles. Le crédit renouvelable a continué son développement, avec 18% d'ouvertures supplémentaires. Le crédit avance sur épargne salariale progresse aussi de l'ordre de 31% par rapport à l'année dernière.

Compte tenu du contexte de marché nous n'avons pas souhaité relancer de manière active notre développement sur les crédits longs, notamment l'immobilier.

Enfin, concernant l'IARD, nous continuons à équiper nos clients, afin de les fidéliser en proposant une gamme plus riche de produits d'assurance.

Le 13 novembre 2024, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 24 millions d'euros. Au cours de la même Assemblée, le capital social a été réduit de pareille somme.

Le montant du capital social de la Société reste inchangé, à savoir 34 000 000 euros.

Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement post clôture

II - Principes comptables

Les comptes de Monabanq. ont été établis conformément aux dispositions réglementaires, en particulier, telles qu'elles sont prévues par les dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les mêmes méthodes d'évaluation et de présentation que pour l'exercice précédent ont été retenues.

A - Créances sur la clientèle

Les encours restructurés représentent les encours faisant l'objet d'un réaménagement de dette.

L'encours douteux se compose des créances présentant un risque de crédit avéré, correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un impayé supérieur ou égal à 1 euro de plus de 90 jours,
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Au sein des encours douteux, Monabanq identifie les encours douteux compromis, ces encours sont composés des créances en situation : de déchéance du terme, douteuses depuis plus de 12 mois.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par "contagion" un classement identique de la totalité de l'encours.

Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

Les encours ne présentant plus les caractéristiques du déclassement en encours douteux font l'objet d'un retour en encours sains La période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés..

Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquels il existe un risque avéré de non-recouvrement. Ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement, sur la base de données historiques observés sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances.

Les dépréciations sur les créances impayées sont calculées en appliquant des taux de provisionnement croissants en fonction du degré de gravité de chaque catégorie d'encours (nombre de mensualités de retard plus ou moins important, motifs spécifiques...).

Les taux retenus reposent sur une approche statistique des flux d'encaissements prévisionnels, réactualisés à chaque arrêté annuel. Ces taux font l'objet d'une actualisation, conformément aux dispositions du CRC 2002-03 modifié par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

L'approche statistique s'appuie sur le système de notation interne de Monabanq, basé sur une segmentation de l'encours ainsi que sur le nombre de mensualités impayées. La segmentation de l'encours de Monabanq, est définie en fonction de la situation de la créance dans le système de gestion de Monabanq.

Les dotations et reprises d'actualisation sont passées en coût du risque.

Monabanq comptabilise les intérêts sur encours douteux conformément aux termes du contrat. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation au titre des pertes probables avérées.

En application du règlement ANC 2014-07 une décote relative aux créances restructurées est constituée. Les créances restructurées sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

La décote est calculée sur les encours sains et représente le manque à gagner actualisé entre le nouveau taux de la créance et le taux initial du prêt.

La décote est enregistrée en coût du risque au moment de sa constitution. Les reprises de décote sont enregistrées en produit net bancaire.

Au bilan, elle est inscrite en minoration des encours.

B - Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

En ce qui concerne les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations dont les mouvements sont inscrits en coût du risque.

Monabanq. ne détient que des titres de placement et/ou d'investissement.

• Titres de placement

Les titres de placement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus. Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés".

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

• Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou lorsque la situation financière des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent sauf exceptions pas faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

C - Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire ou le mode dégressif.

Les principes retenus sont les suivants :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en autres immobilisations incorporelles et font l'objet d'un amortissement comptable de 5 à 7 ans.

Immobilisations corporelles

Agencements, aménagements et sécurité : 10 ans
Autres immobilisations : 4 à 5 ans

D - Provisions.

Les provisions sont évaluées par la Direction pour faire face aux obligations actuelles de la société (juridiques ou implicites), en respect des principes comptables français. L'évaluation des litiges est effectuée sur la base des demandes reçues des tiers révisées le cas échéant en fonction des actions en défense de la société.

E- Produits et charges d'exploitation bancaire

Les produits et charges bancaires sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis, à l'exception des indemnités de retard sur dossiers de crédit qui sont enregistrées en produit dès leur acquisition.

F - Opérations sur instruments financiers à terme

Monabanq. a mis en place au 31 décembre 2024 des opérations de micro-couvertures correspondant aux opérations suivantes :

- Swaps, emprunteur Taux Variable, prêteur Taux Fixe

Ces différents engagements constituent des opérations de micro-couverture du risque de taux.

En effet, toutes ces opérations sur marchés à terme, de gré à gré, viennent s'adosser à des ressources à taux variable ou au renouvellement de ressources à taux fixe échues à court terme, et ceci afin de diminuer l'exposition de Monabanq à d'éventuelles hausses de taux.

En 2023, les charges et produits sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « autres intérêts et produits (charges) assimilés ».

G - Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à Monabanq. sont :

- la société qui contrôle l'entité Monabanq. S.A. : COFIDIS Group
- les entités contrôlées par la société mère : la Banque Fédérative du Crédit Mutuel
- les principaux dirigeants de Monabanq S.A. ou de ses actionnaires

-

III - Notes sur le bilan

Actif (en milliers d'euros)

A - Créances sur les établissements de crédit

Ces créances se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Comptes à vue*	61 718	92 840
Comptes à terme	375 000	365 000
Créances rattachées	4 836	6 304
Total	441 554	464 144

* dont Compte BFCM pour 60 971 K€

Échéancier au 31.12.2024

<i>En milliers d'euros</i>	Total bilan	<3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	>5 ans
Créances sur les établissements de crédit	441 554	76 554	10 000	263 000	92 000

B-Opération sur la clientèle

Ce poste s'analyse de la façon suivante au 31 décembre 2024

<i>En milliers d'euros</i>	Autres concours Clientèle	Comptes ordinaires Débiteurs	Total 2024	Total 2023
Encours sains	620 502	4 579	625 081	579 920
Encours dépréciés non douteux	3 957		3 957	3 323
Encours sains restructurés nets de décote	477		477	740
Encours douteux	12 896	8 531	21 427	18 365
Dépréciations	-9 508	-4 930	-14 438	-12 033
Encours nets	628 324	8 180	636 503	590 316
Créances rattachées	1 984	0	1 984	1 832
Encours totaux	630 308	8 180	638 487	592 148

Echéancier au 31.12.2024

<i>En milliers d'euros</i>	Total bilan	<3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	>5 ans
Créances sur les établissements de crédit	629 514	36 375	54 765	151 287	387 087

<i>En milliers d'euros</i>	Ouverture 31/12/2023	Dotation/Reprise nette	Clôture 31/12/2024
Dépréciations	-12 033		-14 438
Dont			
- Encours sains	-519		-650
- Encours douteux	-3 021		-3 464
- Enc. douteux compromis	-8 494		-10 325
Encours Nets	592 148		638 487

C-Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	2024 Valeur brute	2024 Amortissements dépréciations	2024 Valeur nette	2023 Valeur nette
Immobilisations incorporelles	508	421	87	87
Inst. générales, agents, aménagements divers	386	340	46	17
Matériel de transport	129	14	115	0
Autres immobilisations corporelles	649	617	32	36
Immobilisations corporelles	1 164	971	193	53

D-Autres actifs

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Appel de marge	2 156	5 458
Dépôts de garantie versés	1 677	1 009
Avance permanente	1 276	1 271
Compte collectif Clients	44	43
Flux bancaires en attente	4 774	4 882
Etat, IS et/ou avances Pt libératoires	1 277	5
Divers	611	347
Total	11 815	13 015

Les flux bancaires en attente correspondent à des flux clients en instance de dénouement.

E - Comptes de régularisation (actif)

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Charges constatées d'avance	229	76
Produits à recevoir	1 425	1 277
Flux bancaires en attente	5 620	341

Total	7 274	1 694
--------------	--------------	--------------

Les charges constatées d'avance et les produits à recevoir incluent les créances rattachées sur instruments de hors bilan.

Passif (en milliers d'euros)

F - Dettes envers les établissements de crédit

Ce poste se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Comptes à vue	613	4 528
Dettes à terme	25 000	60 000
Dettes rattachées	59	0
Total	25 672	64 528

Échéancier au 31.12.2024 (hors dettes rattachées)

<i>En milliers d'euros</i>	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Comptes à vue	613	613			
Dettes à terme	25 000			25 000	

G - Comptes créditeurs de la clientèle

Ce poste se décompose de la façon suivante

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Compte d'épargne à régime spécial		
- à vue	495 081	463 180
- à terme	2 184	997
Autres dettes		
- à vue	512 730	477 466
Total	1 009 995	941 643

Les comptes d'épargne à régime spécial sont constitués de Livrets ordinaires, Livrets Jeunes, de Livrets de Développement Durable, de Livrets d'Epargne Populaire.

Application du règlement ANC 2020-10 qui apporte la modification de présentation des états financiers. Depuis 2022, la créance de la CDC relatif aux encours des livrets réglementés (A et LDD) est présentée en diminution de la dette sur la clientèle. Le montant au 31/12/2024 est 1 42 432 €

H - Autres passifs

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Personnel et comptes rattachés	2 489	1 797
Fournisseurs	2 663	1 058
Etat, impôts et taxes	1 089	1 084
Divers	228	217
Appel de marge reçu		1 543
Total	6 469	5 700

I - Comptes de régularisation (passif)

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Charges à payer	11 057	9 189
Personnel	2 167	1 786
Fournisseurs	8 041	6 691
Divers	849	711
Intérêt courus	4 135	874
Créditeurs divers	4 173	11 873
Total	19 365	21 935

Les comptes de régularisation sont principalement constituées de charges générales d'exploitation dont les refacturations à payer au GEIE SynerGIE ainsi que de dettes rattachées sur instruments de hors bilan, ou des flux financiers en attente.

J - Provisions

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2023	Dot. de la période	Reprise utilisée	Reprise non-utilisée	31/12/2024
----------------------------	-------------------	---------------------------	-------------------------	-----------------------------	-------------------

-Provisions Litiges	1 123	235	290	0	1 068
-Provision retraite	1 991	140	0	0	2 131
-Médailles du Travail	94	5	0	0	99
-Provisions C.A.T	98	311	0	0	409
Total des provisions	3 306	691	290	0	3 707

K - Capitaux propres

Le capital social de Monabanq s'élève à 34 000 000 euros, il est composé de 2 125 000 actions d'un montant nominal de 16 euros, entièrement libérées.

Les réserves : la variation des postes réserves s'explique comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31.12.23	Affectation du résultat 2023	+	-	31.12.24
Capital	34 000				34 000
Prime d'amission	2 775				2 775
Reserve légale	1 700				1 700
Autres réserves distribuables					
Réserves diverses					
Reserve indisponible	15 000	-15 000	24 000		24 000
Prov réglementée					
Report à nouveau	-1 403	-1 397			-2 800
Résultat	-16 397	16 397		-23 825	-23 825
Total	35 675	0	24 000	-23 825	35 850

IV - Notes sur les IFT et hors bilan**A - Instruments financiers à terme**

Comptablement, toutes les opérations sont prises en compte dès leur conclusion, même si la période couverte est différée.

Micro couverture

- Swaps, à hauteur de 75 millions d'euros

Échéancier au 31.12.2024

En milliers d'euros	Total bilan	- d'un an	1 à 5 ans	> 5 ans
Swaps	75 000	10 000	65 000	

La juste valeur des instruments dérivés s'établit à -2 003 milliers d'euros

B - Engagements de financement reçus

Au 31/12/2024, il n'existe plus d'accords de refinancement reçus.

C - Engagements donnés de financement en faveur de la clientèle

Les concours que la société s'est irrévocablement engagée à consentir en faveur de ses clients, lorsque ceux-ci en feront la demande (dans le cadre d'ouverture de crédit permanent) s'élèvent au 31/12/2024 à 44 350 milliers d'euros contre 42 103 milliers d'euros au 31/12/2023.

V - Notes sur le compte de résultat**A - Intérêts et produits assimilés sur les opérations avec les établissements de crédit**

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	29 183	22 509
Sur opérations avec la clientèle*	8 917	7 400
Autres intérêts et produits assimilés**	712	710
Total	38 812	30 619

*Cette rubrique de 8 917 milliers d'euros s'entend du montant des affaires réalisées avec les tiers dans l'activité professionnelle normale et courante de l'entreprise.

**Cette rubrique comprend les produits sur instruments financiers.

B - Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 524	3 318
Sur opérations avec la clientèle*	16 636	10 554
Autres intérêts et charges assimilés**	2 827	2 416
Total	20 987	16 288

*Cette rubrique reprend les charges sur comptes et livrets de la clientèle

***Cette rubrique comprend les charges sur instruments financiers.*

C - Commissions

Les postes de charges se composent de :

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Opérations avec la clientèle	3 771	3 229
Prestations de services	6 637	5 368
Total	10 408	8 597

Les commissions se composent principalement des commissions d'apporteurs d'affaires, ainsi que des commissions interbancaires.

Les postes de produits se composent de :

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Opérations avec la clientèle	12 162	10 454
Prestations de services	14 276	13 070
Total	26 438	23 524

Les commissions se composent principalement de commission d'assurance, ainsi que de commission liées à l'activité clientèle.

D - Charges générales d'exploitation

Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Salaires et traitements	11 884	10 002
Charges sociales	4 482	3 724
Charges fiscales	1 740	1 473
Intéressement et participation	1 170	871
Total	19 276	16 070

Autres frais administratifs

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Locations diverses	1 664	1 326
Refacturation groupe	5 791	5 026
Frais informatiques	3 075	2 518
Autres charges (dont budget marketing)	21 901	16 517
Total	32 431	25 387

E - Coût du risque

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Dotation aux dépréciations (y compris la décote)	-6 107	-4 166
Reprise de dépréciations	3 694	3 928
Dotation nette	-2 413	-238
Perte sur créances	-3 600	-4 134
Récupérations sur créances amorties	405	625
Coût du risque	-5 600	-3 747

F - Impôt sur les bénéfices

<i>En milliers d'euros</i>	2024	2023
Résultat courant avant impôt	-23 941	-16 395
Provisions réglementées	0	0
Impôt sur les bénéfices	116	-2
Résultat net	-23 825	-16 397

Monabanq est intégrée fiscalement depuis le 28/03/2011 au sein du groupe porté par la société Cofidis Group. Le montant des déficits restants non utilisés s'élève à 10 377 374 €.

VI - Autres informations

A - Effectif

L'effectif moyen du personnel en 2024 est de :

Cadres	91
Techniciens des métiers de la banque	243
Total	335

B - Rémunérations des dirigeants

Cette information n'est pas communiquée car elle permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction. Aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs.

C - Informations sur les engagements de retraite

L'ensemble des engagements de retraite de Monabanq est provisionné dans les comptes annuels.

La charge comptabilisée en résultat au cours de l'exercice intègre :

- les droits supplémentaires acquis par les salariés au cours de cet exercice,
- la variation de l'actualisation des droits existant en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- l'incidence des modifications éventuelles de régimes sur les années antérieures ou de nouveaux régimes,
- l'amortissement des écarts actuariels.

Pour déterminer la valeur actualisée de l'obligation au titre de chaque régime, le groupe utilise la méthode rétrospective avec projection de salaire de fin de carrière selon la méthode dite des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements est effectuée chaque année et tient compte, notamment pour la valorisation des engagements, de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés actifs, à l'exception des écarts n'excédant pas 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la juste valeur des actifs de couverture (principe du « corridor »). Cet amortissement d'écart est inclus dans la charge actuarielle de l'exercice suivant. Les écarts constatés sur les autres avantages tels que jubilés, médailles... sont immédiatement comptabilisés au compte de résultat sans application du « corridor ».

La dette relative à l'engagement net de la société concernant le personnel est constatée au passif du bilan, dans la rubrique Provisions pour retraites et autres avantages. Les hypothèses retenues sont : Taux d'actualisation : 3.19 %, Taux d'augmentation : 3 %, Table mortalité : INSEE.

Le montant du stock des écarts actuariels non comptabilisés est de 183 704 €.

D - Publicité des honoraires des commissaires

Les informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes sont fournies dans l'annexe des comptes consolidés de la société Cofidis Group.

E - Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45 du code monétaire et financier, et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009, imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et activités dans les Etats ou territoires n'ayant pas conclu de convention d'assistance administrative avec la France (accords destinés à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires).

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Au 31 décembre 2024, Monabanq n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires non fiscalement coopératifs.

F - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs (R. 312-21 du Code monétaire et financier)

La loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence impose de publier, à compter du 1er janvier 2016, les informations suivantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

Nombre de comptes et montants mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier : 8 981 comptes pour 3 268 541.32 €

Nombre de comptes et montants mentionnés au titre de l'article L.312-20 du code monétaire et financier : 163 comptes pour 161 503.34 € déposés à la Caisse des dépôts et consignations.

G - Divers

Monabanq est consolidée depuis le 2 Octobre 2009 au niveau de COFIDIS GROUP, dont le siège social se situe rue du Halley, Parc de la haute Borne à Villeneuve d'Ascq.

H - Proposition d'affectation des résultats 2024

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires l'affectation suivante :

-affectation de la perte, soit 23 824 879.19 euros en réserves indisponibles.

I - Informations relatives aux parties liées

Les conditions de transactions avec les parties liées sont conclues dans des conditions normales de marché.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2024)
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'Assemblée générale
MONABANQ
Parc de la Haute Borne 61, avenue Halley
59650 Villeneuve d'Ascq

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société MONABANQ relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié	Notre réponse d’audit
Compte tenu de son activité d’établissement de crédit, Monabanq constitue des dépréciations destinées à couvrir les créances sur la clientèle pour lesquelles il existe un risque avéré de non- recouvrement. Comme détaillé dans la note II-A de l’annexe aux comptes annuels, ces dépréciations sont calculées par application d’une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement et de pertes, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux futurs attendus de ces créances. Nous avons considéré que l’identification et l’évaluation du risque de crédit ainsi que l’appréciation du niveau de couverture du risque de crédit par des dépréciations constituaient un point clé de l’audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l’établissement des comptes et font appel au jugement de la direction. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s’élève à 14,4 M€ pour un encours brut de 652,9 M€ au 31 décembre 2024. Pour plus de détails sur les principes comptables applicables et les expositions, se référer aux notes II-A, III-B et V-E de l’annexe.	Nos travaux ont consisté à apprécier l’adéquation des modèles mis en œuvre avec les normes comptables applicables en France et à apprécier la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations des créances sur la clientèle. Nous avons avec l’aide de nos experts : <ul style="list-style-type: none">• Apprécie le processus de classification des encours, de détermination et de gouvernance des modèles de dépréciation mis en place par la direction,• Contrôlé les ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ;• Testé par sondage la classification des encours ;• Contrôlé le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe, vérifié les contrôles généraux informatiques, les interfaces et les contrôles embarqués dans les applications relatives aux dépréciations des créances.• Vérifié l’information financière fournie dans les notes annexes aux comptes annuels relatives aux dépréciations des créances sur la clientèle.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MONABANQ par votre assemblée générale du 30 mai 2017 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 24 mai 2023 pour le cabinet KPMG SA.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 8ème année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG SA dans la 2ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 7 mai 2025

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Alexandre Decrand

KPMG SA
Arnaud Bourdeille

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Monabanq situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59650 Villeneuve-d'Ascq Cedex